

Les grandes étapes de l'industrie de la gestion d'actifs

10 juillet 1961

L'Association des sociétés françaises d'investissement (ASFI) est créée afin de mettre en place le dispositif réglementaire des premières SICAV (décret du 20/09/63). Elles sont admises à l'ASFI à partir de mai 1964.

17 août 1967

Fondation de l'épargne salariale (« participation des salariés aux fruits de l'expansion des entreprises », PEE et FCPE).

6 novembre 1969

L'ASFI devient l'ASFFI, l'Association des sociétés et fonds français d'investissement, suite à l'accueil des premières sociétés de gestion de fonds communs de placement (19/09/68).

30 avril 1974

Création de la FEFSI dont l'AFG est membre fondateur, devenue EFAMA en 2005.

3 janvier et 13 juillet 1979

Lois relatives aux SICAV et aux FCP.

3 janvier 1983

Loi créant les FCPR, suivie par la création des FCPI (1997) et des FIP (2003).

20 décembre 1985

Publication de la première directive OPCVM.

23 décembre 1988

Loi transposant dans le droit français la directive européenne « UCITS » du 20 décembre 1985.

2 août 1989

Création du statut de sociétés de gestion de portefeuille (SGP) dont l'agrément est confié à la COB.

13 décembre 1990

Premier règlement de déontologie des OPCVM français.

23 mars 1995

L'ASFFI s'ouvre à toutes les entreprises de gestion d'actifs pour autrui et devient Association française des fonds et sociétés d'investissement et de gestion d'actifs financiers.

2 juillet 1996

Loi de « modernisation des activités financières » reconnaissant la gestion comme un métier à part entière. Les sociétés de gestion de portefeuille doivent obligatoirement adhérer à une association professionnelle représentative.

16 janvier 1997

L'Association française des sociétés de gestion de portefeuille-AFSGP, créée en 1991, rejoint l'ASFFI : naissance de l'Association française de la gestion financière AFG-ASFFI.

3 avril 1997

Publication d'un règlement de déontologie spécifique à la gestion individuelle sous mandat.

30 juin 1998

Publication des 1^{ères} recommandations AFG en matière de gouvernement d'entreprise.

4 janvier 1999

Les OPCVM sont les premiers produits « grand public » à basculer en euro.

19 février 2001

Loi sur l'épargne salariale créant les plans d'épargne interentreprises, les premiers plans d'épargne salariale à long terme, précurseurs des PERCO et les premiers fonds solidaires.

1^{er} mars 2001

Création du centre de formation AFG Formation et lancement du PRAM – Programme Asset Management –, la formation certifiante de la gestion pour compte de tiers. 1 000 personnes ont, depuis, suivi ses formations.

17 octobre 2001

L'AFG est membre fondateur de l'*International Investment Funds Association* (IIFA).

21 janvier 2002

Directives OPCVM III.

4 avril 2003

L'AFG-ASFFI adopte comme nouvelle dénomination l'AFG-Association française de la gestion financière.

1^{er} août 2003

Loi relative à la sécurité financière instituant l'AMF, fixant des mesures relatives aux OPCVM et créant le statut de CIF dans le cadre de la réforme du démarchage financier. Création des fonds à règles d'investissement allégées (ARIA) et des OPCVM contractuels.

21 août 2003

Loi portant réforme des retraites, créant notamment le PERCO.

1^{er} janvier 2005

L'AFG est membre de l'EFRP (*European Federation for Retirement Provision*), devenue PensionsEurope en 2012.

2 juin 2005

Élaboration avec le Forum pour l'investissement socialement responsable/ FIR du Code de transparence pour les fonds ISR ouverts au public, rénové et rendu obligatoire en 2009, mis à jour en février 2013.

13 octobre 2005

Ordonnance créant les OPCI.

1^{er} novembre 2007

Entrée en application de la directive MIF, publiée le 21 avril 2004.

30 janvier 2008

Lancement de la chaire de recherche Finance durable et investissement responsable codirigée par des chercheurs de l'université de Toulouse et de l'École polytechnique.

17 juillet 2009

Entrée en vigueur du dispositif de certification professionnelle des connaissances réglementaires des professionnels de la finance. AFG Formation devient coproducteur d'un examen externe certifié par l'AMF.

2009-2010

Refonte du code de déontologie AFG. Adoption de dispositions sur les politiques de rémunération dans les SGP.

15 octobre 2010

Rapport au Haut comité de Place « Stratégie et développement de la gestion d'actifs », rédigé par un groupe de pilotage présidé par le président de l'AFG, le directeur général du Trésor et le président de l'AMF.

3 mai 2011

Mise en œuvre des nouvelles classifications européennes des OPCVM monétaires.

1^{er} juillet 2011

Publication de la directive AIFM.

1^{er} août 2011

Transposition de la directive OPCVM IV par l'ordonnance n° 2011-915 du 1^{er} août 2011 et les décrets n° 2011-922 et 2011-923 du 1^{er} août 2011.

20 octobre 2011

La Commission européenne présente des propositions de révision de la directive sur les marchés d'instruments financiers (MIF).

21 octobre et 21 décembre 2011

Publication des modifications du Règlement général de l'AMF puis des instructions AMF transposant la directive OPCVM IV du 13 juillet 2009.

15 juin 2012

Rapport du Comité de Place AMF pour la transposition de la directive AIFM présidé par Jean-Luc Enguéhard et Monique Cohen.

30 juin 2012

Entrée en vigueur du DICI – Document d'information clé pour l'investisseur – pour les OPCVM coordonnés.

26 juillet 2012

La Commission européenne publie une consultation sur les OPCVM portant sur les fonds monétaires, les prêts de titres et les opérations de pension, l'exposition des fonds d'investissement à des instruments dérivés de gré à gré, et la politique des fonds concernant le remboursement des investisseurs.

27 juillet 2012

Règlement européen « EMIR » (*European Markets Infrastructure Regulation*) sur les produits dérivés de gré à gré, les contreparties centrales et les référentiels centraux.

1^{er} août 2012

Entrée en vigueur en France de la taxe sur les activités financières, introduite par la loi de finances rectificative du 14 mars 2012.

6 août 2012

Adaptation des procédures et modalités d'agrément par l'AMF des sociétés de gestion de portefeuille et des prestataires de services d'investissement exerçant le service de gestion de portefeuille pour le compte de tiers ou de conseil en investissement.

16 octobre 2012

Publication du rapport de l'OICV sur les fonds monétaires, qui contient 15 recommandations qui confortent le modèle des OPCVM monétaires à valeur liquidative variable.

5 février 2013

La Commission européenne adopte une proposition de directive et une proposition de règlement visant à renforcer les règles de l'UE relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux.

12 février 2013

ESMA publie ses recommandations finales sur la rémunération des gérants de fonds relevant de la directive AIFM, entrées en vigueur le 22 juillet 2013.

14 février 2013

La Commission européenne adopte une proposition de directive mettant en œuvre la coopération renforcée dans le domaine de la taxe sur les transactions financières.

2 avril 2013

Publication du rapport Berger-Lefebvre sur l'orientation de l'épargne.

28 mai 2013

ESMA publie ses « *guidelines* » sur les concepts clés de la directive AIFM.

26 juin 2013

La Commission européenne publie une proposition de règlement pour des fonds d'investissement long terme (ELTIFs).

2 juillet 2013

L'AFG et le FIR adoptent une nouvelle définition de l'ISR.

11 juillet 2013

Position-recommandation de l'AMF sur les rémunérations et avantages dans le cadre de la commercialisation et de la gestion sous mandat d'instruments financiers.

25 juillet 2013

Transposition de la directive AIFM : ordonnance n° 2013-676 modifiant le cadre juridique de la gestion d'actifs, décret n° 2013-687 et arrêté relatif aux dépositaires de fonds d'investissement alternatifs (FIA).

5 août 2013

L'AMF intègre dans une position les orientations de l'ESMA sur les politiques de rémunération applicables aux gestionnaires de fonds soumis à la directive AIFM.

13 août 2013

Transposition de la directive AIFM : l'AMF précise les règles de fonctionnement des FIA.

4 septembre 2013

La Commission européenne adopte une proposition de règlement sur les fonds monétaires.

1^{er} octobre 2013

ESMA publie ses recommandations sur les obligations de *reporting* pour les gestionnaires de FIA.

14 octobre 2013

La position AMF n° 2013-16 clarifie la définition des FIA.

23 octobre 2013

L'AFG ouvre son compte Twitter : @AFG_France.

20 décembre 2013

Transposition de la directive AIFM : modifications du Règlement général de l'AMF précisant les règles de fonctionnement des sociétés de gestion de FIA et des sociétés de gestion d'OPCVM.

30 décembre 2013

La loi de finances pour 2014 instaure le PEA-PME et met fin au régime discriminant les sociétés de gestion en matière d'abattement sur les plus-values de cessions de titres.

13 janvier 2014

Transposition de la directive AIFM : l'AMF publie ses nouvelles instructions.

31 janvier 2014

L'AFG, l'AFNOR, le CIES, FINANSOL, le FIR, Novethic, l'ORSE et Paris Europlace publient une déclaration commune « Pour un label ISR ».

12 février 2014

Entrée en vigueur de l'obligation de déclaration auprès des référentiels centraux de toutes les transactions sur produits dérivés, en application du règlement EMIR.

21 février 2014

L'AMF actualise son instruction n° 2011-19 relative à l'agrément et aux documents d'information des OPCVM.

4 mars 2014

Décret n° 2014-283 fixant les modalités de mise en œuvre du PEA PME.

23 mai 2014

L'AMF actualise ses instructions « produits ».

30 mai 2014

L'AFG actualise les modalités d'application de son règlement de déontologie des OPCVM et de la gestion sous mandat à la lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme.

13 juin 2014

Publication de la directive sur les marchés d'instruments financiers (MiFID II) et du Règlement sur les marchés d'instruments financiers (MiFIR).

25 juin 2014

Installation du COPIESAS - Conseil d'orientation de la participation, de l'intéressement, de l'épargne salariale et de l'actionnariat salarié, auquel participe l'AFG.

27 juin 2014

Extension des mesures relatives aux passeports des sociétés de gestion « AIFM ».

1^{er} juillet 2014

L'AMF précise les conditions de commercialisation des OPCVM et des FIA en France.

23 juillet 2014

Directive OPCVM V.

4-5 octobre 2014

La Place française applique le raccourcissement du cycle de règlement-livraison à deux jours (passage à « T + 2 »).

15 octobre 2014

Publication du nouveau plan comptable des OPCVM.

14 novembre 2014

Décret n° 2014-1 366 sur les organismes de titrisation.

26 novembre 2014

Remise aux pouvoirs publics du Rapport du COPIESAS, proposant une série de mesures visant à rendre l'épargne salariale plus simple et attractive pour les entreprises et leurs salariés.

1^{er} décembre 2014

Publication de l'avis final d'ESMA sur la directive OPCVM V et la fonction dépositaire.

9 décembre 2014

Publication du Règlement PRIIPs sur les documents d'information clés relatifs aux produits d'investissement packagés de détail et fondés sur l'assurance.

17 décembre 2014

Décret n° 2014-1530 modifiant les règles d'investissement des entreprises d'assurances, des institutions de prévoyance, des mutuelles et de leurs unions dans les prêts à l'économie ou les titres assimilés.

29 avril 2015

Règlement ELTIF.

13 mai 2015

L'AFG répond à la consultation de la Commission européenne sur l'Union des marchés de capitaux.

20 mai 2015

4^e directive relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme.

10 juillet 2015

La loi sur la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques, dite loi Macron, apporte des avancées en faveur de l'épargne salariale, du capital investissement et des OPCV.

27 juillet 2015

Transposition de la directive AIFM : mise à jour des instructions, positions et recommandations de l'AMF.

30 juillet 2015

L'ESMA publie un avis et une opinion relatifs à l'extension du passeport AIFM aux pays tiers.

30 septembre 2015

Lancement du label ISR soutenu par les pouvoirs publics.

12 octobre 2015

Parution des textes d'application instituant la Société de libre partenariat (SLP) – équivalent français des « *limited partnerships* » – nouveau véhicule d'investissement destiné notamment au capital-investissement.

30 novembre 2015

L'AFG s'engage contre le changement climatique et participe à la COP21.

10 décembre 2015

Décret n° 2015-1 615 créant un label « Transition Énergétique et Écologique pour le climat ».

29 décembre 2015

Décret n° 2015-1 850 pris en application de l'article 173 de la loi relative à la transition énergétique instaurant de nouvelles exigences de transparence pour les investisseurs institutionnels et les sociétés de gestion en matière de prise en compte des critères ESG et sur les aspects climatiques.

8 janvier 2016

Décret n° 2016-10 et arrêté relatifs au label « investissement socialement responsable ».

29 janvier 2016

L'AFG répond à l'« appel à contributions » lancé par la Commission européenne sur le cadre réglementaire des services financiers.

18 février 2016

Instruction interministérielle précisant les modifications introduites par la loi Macron en matière d'épargne salariale.

17 mars 2016

Ordonnance n° 2016-312 modifiant le cadre juridique de la gestion d'actifs et transposant la directive OPCVM V.

La gestion d'actifs,
une force au
service des
épargnants
et du financement
de notre économie.



31, rue de Miromesnil
75008 Paris
tél. : 01 44 94 94 00
fax : 01 42 65 16 31
www.afg.asso.fr

